

ÉDITO

Corée du Sud : ligne de crête diplomatique

Par Arnaud Leveau



Arnaud Leveau est Président d'Asia Centre et fondateur d'Alta Strategies. Il a plus de 25 ans d'expérience pratique dans la région Indo/Asie-Pacifique aussi bien dans l'industrie, les affaires gouvernementales que la recherche en relations internationales. Titulaire d'un doctorat en science politique de l'École normale supérieure de Lyon, il est l'auteur de nombreuses publications sur la péninsule coréenne, la Thaïlande, l'Asie du Sud-Est et les questions de sécurité dans la région Indopacifique. Il contribue également à la Lettre Asie21.

L'arrivée au pouvoir du président Lee Jae-myung en juin 2025 n'a pas bouleversé la politique étrangère sud-coréenne ; elle l'a rendue plus lisible. Lee revendique une ligne simple, presque intuitive : préserver la capacité de décision du pays dans une région où l'espace se contracte, diversifier ses appuis, ne jamais dépendre d'un seul pôle de puissance. Cette approche tranche avec l'alignement rigide des dernières années et renoue avec une tradition coréenne faite de mesure, de prudence et de recherche constante d'autonomie.

Dégel pragmatique avec la Chine

Le sommet de Gyeongju du 1er novembre 2025, tenu en marge des réunions de l'APEC et marqué par un entretien bilatéral entre le président Lee Jae-myung et le président Xi Jinping, illustre cette volonté de réactiver une dynamique diplomatique longtemps en sommeil. À cette occasion, la Corée du Sud et la Chine ont relancé un dialogue stratégique gelé depuis près de dix ans, conclu un swap monétaire de grande ampleur, repris des discussions commerciales en suspens et ouvert des pistes de coopération dans des domaines tels que la logistique, les services et l'innovation technologique.

Cette normalisation progressive ne constitue ni un rapprochement politique ni un mouvement de réalignement. Elle répond avant tout à une donnée structurelle : une part significative des chaînes de valeur sud-coréennes demeure étroitement connectée à la Chine. Dans ces conditions, la stabilité économique de la Corée du Sud implique le maintien d'une relation fonctionnelle, au moins minimale, avec Pékin.

Un retour du dialogue sino-coréen sous tension régionale

Ce mouvement intervient alors que les tensions en Asie du Nord-Est se sont nettement accrues. Début novembre, la Première ministre japonaise Sanae Takaichi a indiqué que le Japon pourrait envisager une intervention militaire si une attaque chinoise contre Taïwan menaçait directement sa sécurité. La Chine a réagi immédiatement : restrictions ciblées sur certaines importations japonaises, mise en garde publique adressée aux touristes chinois et durcissement du discours diplomatique.

« La stabilité économique de la Corée du Sud implique le maintien d'une relation fonctionnelle, au moins minimale, avec Pékin »



Parallèlement, les États-Unis ont donné leur accord informel, mais politiquement très significatif, pour que la Corée du Sud explore la possibilité d'un programme de sous-marins à propulsion nucléaire. Cette décision constitue un tournant : c'est la première fois qu'un tel transfert de technologie est envisagé pour un allié situé hors du cadre AUKUS. L'initiative s'inscrit dans une coopération étroite avec les industriels américains et sud-coréens. Elle vise à consolider la dissuasion de la Corée du Sud à un moment où les tensions autour de Taïwan et la compétition navale en Asie du Nord-Est se durcissent. Mais il comporte aussi des effets indirects. Pour l'administration Lee, qui souhaitait rouvrir un canal de communication avec la Corée du Nord, cette évolution complique nettement la donne. Du point de vue de Pyongyang, la perspective d'un programme sud-coréen de propulsion nucléaire est interprétée comme la confirmation d'un basculement durable vers un renforcement militaire structurel. Cela referme

pratiquement la fenêtre déjà étroite d'un possible dégel intercoréen.

Entre Washington et Tokyo : alliance nécessaire, vigilance permanente

L'alliance avec les États-Unis reste le socle de la sécurité sud-coréenne. L'approfondissement de la coopération navale et la perspective d'une propulsion nucléaire rappellent la solidité de ce partenariat. Mais ils exposent également la Corée du Sud à un examen attentif : la Chine y voit un possible rééquilibrage des capacités navales dans la région, tandis que le Japon suit de près les implications de cette montée en puissance technologique.

Le rapprochement avec le Japon, amorcé après la déclaration de Camp David en 2023, se poursuit de manière prudente et n'a pas été remis en cause par l'alternance politique dans les deux pays. Les échanges de renseignement se renforcent, les projets technologiques communs progressent et la coordination logistique gagne en cohérence.

La relation demeure toutefois fragile. Les différends historiques continuent d'alimenter les crispations, et une simple prise de position sur Dokdo ou sur la situation dans le détroit de Taïwan peut suffire à infléchir la dynamique bilatérale. La Chine a conscience de la sensibilité de ces dossiers, n'hésite pas à s'y engager. En novembre 2025, elle a publiquement contesté les « revendications injustifiées » du Japon sur Dokdo et appelé Tokyo à « réfléchir à son histoire d'agression », une prise de position rare qui revenait à soutenir implicitement la Corée du Sud.

L'Asie du Sud-Est : l'espace de respiration

Afin d'élargir ses marges de manœuvre, la Corée du Sud déploie désormais une activité diplomatique accrue en Asie du Sud-Est. Cette région apparaît comme un espace privilégié de diversification des partenariats, moins exposé aux dynamiques de rivalité entre grandes puissances. La Malaisie occupe, dans cette stratégie, une posi-

tion particulière : les coopérations se renforcent dans les domaines naval, aéronautique et technologique, avec un accent croissant sur les capacités duales et l'innovation.

Cette ouverture régionale offre également de nouvelles opportunités pour l'Europe et, plus spécifiquement, pour la France. L'un des exemples les plus significatifs est la coopération entre Hanwha Ocean, Naval Group et MBDA dans le cadre de la proposition de frégate de nouvelle génération destinée à la Thaïlande. Le contexte demeure fortement concurrentiel, mais l'initiative illustre une tendance plus profonde : l'affirmation de partenariats franco-coréens fondés sur la complémentarité des savoir-faire industriels et la convergence d'intérêts stratégiques, plutôt que sur des logiques de compétition.

Une diplomatie d'ajustement minutieux

La diplomatie sud-coréenne s'apparente aujourd'hui à un exercice d'ajustement continu. L'administration Lee avance par étapes mesurées, consciente des contraintes structurelles qui pesaient déjà sur ses prédécesseurs mais qui se sont sensiblement accentuées. La Corée du Sud ne peut affaiblir son alliance militaire avec les États-Unis, socle de sa sécurité. Elle ne peut non plus se détacher de la Chine sans risquer de fragiliser un appareil industriel profondément inséré dans les chaînes de valeur régionales. À cela s'ajoute la nécessité de composer avec un Japon dont la posture stratégique s'affirme, dans un environnement plus volatil qu'il ne l'a été depuis deux décennies.

Dans ce contexte, la politique étrangère sud-coréenne vise principalement à préserver des marges de manœuvre dans un système international qui tend à se rigidifier. Il s'agit moins d'opérer des basculements que de maintenir ouvertes des options diplomatiques, économiques et technologiques, à mesure que la polarisation régionale se renforce.

La question centrale est de savoir si cet équilibre peut être durable à mesure que la rivalité sino-américaine s'intensifie et que la relation

sino-japonaise continue de se dégrader. Une partie de la réponse dépendra de la capacité de la Corée du Sud à institutionnaliser davantage ses partenariats, à réduire ses vulnérabilités industrielles et à progresser dans les secteurs technologiques clés. Le pays a déjà traversé des périodes de forte pression ; l'enjeu actuel diffère toutefois par son caractère structurel. Il conditionne, plus profondément que par le passé, la place de la Corée du Sud dans l'ordre régional en recomposition.

Et l'Europe dans tout cela ?

Pour l'Union européenne, l'enjeu consiste d'abord à éviter les grilles de lecture réductrices. Toute coopération sérieuse avec la Corée du Sud suppose de reconnaître les contraintes structurelles qui pèsent sur sa diplomatie. Ignorer ces paramètres reviendrait à projeter sur Séoul des attentes qui ne correspondent ni à sa situation ni à ses priorités.

La Corée du Sud n'attend pas de ses partenaires européens un alignement ou un soutien politique dans un système de blocs qu'elle cherche précisément à éviter. Elle privilégie des coopérations capables de renforcer sa sécurité économique, de consolider ses capacités technologiques déjà avancées, en particulier dans les secteurs critiques et de préserver sa marge de décision dans un environnement régional plus contraignant. C'est dans cet espace intermédiaire, fait d'ajustements graduels plutôt que de ruptures, que l'Union européenne peut jouer un rôle pertinent.

La France dispose, dans ce cadre, d'atouts spécifiques. Puissance moyenne engagée de longue date dans l'Indo-Pacifique, elle connaît bien les logiques de coopération différenciée et les équilibres subtils qui structurent la région. Elle peut ainsi proposer à la Corée du Sud un dialogue fondé sur la complémentarité dans les domaines industriel, naval, spatial, aéronautique et technologique sans chercher à orienter ses choix stratégiques. Les 140 ans de relations franco-coréennes célébrés en 2026 offrent, à cet égard, une opportunité pour clarifier ces convergences et inscrire durablement cette approche dans un cadre politique renouvelé. ●



REGARD D'EXPERT

L'heure de vérité pour l'Europe : Analyse de la nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis

Par **Gustavo de Aristegui**



Homme politique et diplomate espagnol, Gustavo de Aristegui est diplômé de l'Université pontificale de Comillas (ICADE) à Madrid. Il a d'abord exercé le droit (1987-1989), se spécialisant sur les questions d'immigration. Il a ensuite poursuivi une carrière diplomatique dès janvier 1990. D'abord comme chef de service au sein de la Direction générale de la politique étrangère pour l'Europe, puis comme directeur du Proche-Orient à la Direction générale adjointe pour le Moyen-Orient, où il est notamment chargé du suivi de la guerre du Golfe. Après avoir été coordinateur des sanctions contre l'Irak en octobre 1990 à l'OCDE, il est affecté en avril 1991 à l'ambassade d'Espagne en Libye puis en Jordanie en 1993. Il est ambassadeur d'Espagne en Inde à partir de 2012. Entre 1996 et 2008, il poursuit une carrière politique, comme Directeur Général du Cabinet du ministre de l'Intérieur (1996-2000), puis comme député pour le Parti Populaire espagnol (2000-2012).



La publication de la nouvelle Stratégie de sécurité nationale (NSS) des États-Unis constitue l'acte de décès de l'ordre mondial tel que nous le connaissons depuis 1945. Ce document consacre une rupture radicale avec le mondialisme et l'interventionnisme libéral pour embrasser un « *Réalisme Civilisationnel* » et une doctrine de « *Souveraineté Dure* » (Hard Sovereignty). Il établit une hiérarchie des menaces centrée sur la compétition nue entre grandes puissances, désignant la Chine comme rival systémique prioritaire, la Russie comme un acteur perturbateur mais gérable, et l'Iran ainsi que la Corée du Nord comme des menaces régionales à endiguer.

Simultanément, le texte réorganise les priorités géographiques vers l'Indo-Pacifique et l'Hémisphère occidental, conditionne la valeur des alliances à un « *transfert de charges* » (burden-shifting) beaucoup plus exigeant, et transforme la puissance économico-technologique — dette, investissements, semi-conducteurs, IA et contrôle des routes maritimes — en nouveau champ de bataille central.

La taxonomie de la menace : Ennemis, adversaires et concurrents

La Stratégie positionne la Chine comme le « *principal concurrent stratégique* » et le seul acteur ayant l'intention et, de plus en plus, la capacité de contester simultanément la primauté américaine sur les plans militaire, technologique, économique et idéologique. Pékin n'est plus perçu comme un partenaire commercial potentiel, mais comme une puissance révisionniste prédatrice combinant expansion navale militaire, offensive technologique (5G, IA, informatique quantique) et guerre d'influence politique.

La Russie est redéfinie comme une menace aiguë et immédiate, dangereuse par son arsenal nucléaire et son agression contre l'Ukraine, mais considérée à moyen terme comme une puissance déclinante avec laquelle il sera inévitable, à terme, de restaurer une forme de « *stabilité stratégique* » pour éviter sa satellisation totale par la Chine.

En revanche, des acteurs comme l'Iran, la Corée du Nord et les réseaux du djihadisme mon-

dial ont cessé d'être l'axe central de la grande stratégie pour devenir de simples menaces régionales. L'argument avancé — à mon sens très erroné — est d'éviter de détourner des ressources limitées de la grande compétition avec la Chine et de la gestion de l'Hémisphère occidental, notamment face aux « *narco-tyrannies* » en Amérique latine, désormais directement liées à la sécurité frontalière des États-Unis.

Les priorités de la nouvelle stratégie : Le retour au bercail

La nouvelle Stratégie abandonne la rhétorique de la « *transformation démocratique* » et du « *nation-building* ». Ses priorités sont claires : assurer la prospérité intérieure par la réindustrialisation, empêcher l'émergence d'hégémonies hostiles en Eurasie et blinder les chaînes d'approvisionnement.

Sur la carte des priorités, l'Indo-Pacifique occupe la première place absolue. Il est suivi, avec une urgence renouvelée sous le « *Corollaire*

Trump » à la Doctrine Monroe (que certains analystes qualifient déjà de « *Donroe* »), par l'Hémisphère occidental, où l'objectif est de rompre l'alliance entre puissances révisionnistes extra-contininentales et narco-régimes. L'Europe apparaît en troisième position, décrite avec un mélange de frustration et d'exigence.

Des sujets comme la sécurité énergétique et alimentaire ne sont plus vus comme des questions techniques mais comme des armes géopolitiques. La sécurité alimentaire se profile comme un vecteur de pression, compte tenu de la capacité exportatrice des États-Unis, tandis que le terrorisme et le narcotrafic sont reconfigurés en menaces hybrides connectées à des puissances hostiles (comme le flux de précurseurs de fentanyl depuis la Chine).

Implications pour les alliés : La fin du « passager clandestin »

Pour les alliés européens, la Stratégie est un ultimatum. Washington exige « *beaucoup plus* » de dépenses de défense, suggérant dans les cercles privés des chiffres proches de 5 % du PIB, ainsi que la fin des déséquilibres commerciaux. Les États-Unis reconnaissent qu'ils ne peuvent être partout : s'ils doivent se concentrer sur l'Indo-Pacifique, l'Europe doit assumer le gros de sa propre défense conventionnelle.

Cela implique pour l'Europe un choix existen-

tiel : rester installée dans le confort du « protectorat bienveillant » ou assumer que le minimum requis est un effort de défense soutenu, des capacités industrielles propres et la volonté d'agir dans son voisinage — Méditerranée, Sahel, Moyen-Orient — sans attendre la « *cavalerie* ». La Stratégie avertit implicitement que les alliés subissant un « *effacement civilisationnel* » ou perdant leur cohésion interne cesseront d'être des partenaires fiables.

La Guerre Hybride comme état permanent

La distinction entre paix et guerre s'est évanouie. Le document assume la guerre hybride comme le *modus operandi* par défaut des relations internationales. Cela inclut les cyberattaques contre les infrastructures critiques, les campagnes de désinformation massive, le sabotage de câbles sous-marins et, très spécifiquement, l'instrumentalisation de la migration massive comme arme de déstabilisation sociale, politique et économique.

La Chine et la Russie sont décrites comme passées maîtres dans cet arsenal, utilisant des sociétés écrans, des instituts culturels et des plateformes numériques (comme TikTok, implicitement) pour subvertir les démocraties de l'intérieur. Pour l'Europe, le message est limpide : la ligne de front se situe aujourd'hui sur ses réseaux électriques, ses processus électoraux et ses frontières extérieures.

Nouveaux champs de bataille : La géopolitique de la dette et la technologie

La guerre ne se livre plus seulement avec des missiles, mais avec des droits de douane, des puces électroniques et des bons du Trésor. La compétition technologique est existentielle : qui dominera l'intelligence artificielle, la biotechnologie et l'informatique quantique dictera l'avenir.

Cependant, le champ de bataille le plus silencieux et le plus létal est financier. La « guerre des investissements » et la pression par la dette publique sont des outils de coercition potentiellement dévastateurs pour les débiteurs. Une analyse détaillée de la détention de la dette américaine révèle une vulnérabilité asymétrique que Washington entend gérer. À ce jour, le Japon est le plus grand détenteur étranger, avec plus de 1 100 milliards de dollars, agissant comme un allié « *captif* ». La Chine, dans un processus de découplage contrôlé, a réduit son exposition à environ 700 000-760 000 millions.

Ce qui est révélateur, c'est le poids de l'Europe. Si l'on additionne l'Union européenne (avec la Belgique et le Luxembourg agissant comme de gigantesques dépositaires), le Royaume-Uni (deuxième détenteur mondial avec plus de 865 000 millions) et des acteurs comme la Suisse et la Norvège, le bloc européen cumule plusieurs fois le volume



© Christian Due, Unsplash

de la Chine. De fait, la Norvège, via son Fonds de pension global, détient plus de 215 000 milliards de dollars de dette américaine, se plaçant parmi les plus grands créanciers du monde. Cette détention massive de dette par le bloc occidental est le véritable poumon financier de la superpuissance américaine, un fait qui confère à l'Europe un levier de négociation géo-économique qu'elle a renoncé à utiliser.

Guerre pour le contrôle de la mer : L'étranglement naval

Le document récupère une vision mahanienne de la puissance mondiale (d'Alfred Thayer Mahan, fin XIXe siècle) : qui domine la mer contrôle le monde. Une guerre est déclarée pour le contrôle des points d'étranglement (chokepoints) de l'économie mondiale. La liberté de navigation n'est plus garantie gratuitement ; elle est assurée pour les amis et refusée ou bloquée pour les rivaux.

Les États-Unis mettent l'accent sur la sécurisation du Canal de Panama face à la pénétration chinoise et sur le maintien de l'ouverture de Suez et de Bab el-Mandeb. Mais la stratégie va plus loin : elle vise à contenir les sorties de la Chine vers les eaux profondes, en bloquant le détroit de Taïwan, la mer de Chine méridionale et le vital détroit de Malacca, par où transitent plus de 80 % de l'énergie qui alimente Pékin et la majorité écrasante de ses exportations.

Sur le front russe, la stratégie de contention navale est une asphyxie géographique :

- **Mer Noire** : Convertie en souricière pour la flotte russe en raison du blocus des détroits turcs et de la pression des missiles antinavires.

- **Baltique** : Désormais un « lac OTAN », où la flotte russe de Kaliningrad et de Saint-Petersbourg est surveillée et enfermée.

- **Pacifique** : La flotte de Vladivostok fait face à l'encerclement combiné du Japon et de l'US Navy sur l'île d'Okinawa.

- **Arctique** : Même la puissante Flotte du Nord à Mourmansk voit sa sortie vers l'Atlantique compromise par la surveillance de la brèche GIUK (Groenland-Islande-Royaume-Uni) et la nouvelle posture agressive des pays nordiques (Norvège, et maintenant Suède et Finlande) dans le Grand Nord.

Sur notre flanc sud, le contrôle du détroit de Gibraltar et de la façade atlantique africaine est délégué à la coopération avec le Maroc. La stratégie consolide Rabat comme allié clé (« Major Non-NATO Ally ») pour la sécurité du trafic maritime et l'endiguement au Sahel, validant tacitement son contrôle du Sahara occidental comme garantie de stabilité dans une région volatile, ce qui a été entériné par le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'architecture des alliances : Cercles de confiance

L'OTAN continue d'exister, mais le noyau dur de la sécurité se déplace vers des alliances anglosaxonnes et fonctionnelles.

- **AUKUS** : Se consolide non seulement comme pacte de sous-marins, mais comme la plateforme d'intégration technologique militaire (IA, quantique, hypersonique) entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie.

- **Five Eyes** : Le renseignement est partagé dans ce cercle intime, excluant souvent l'Europe continentale.

- **QUAD** : La plateforme conjointe avec le Japon, l'Inde et l'Australie devient le bras opérationnel pour encercler la Chine dans l'Indo-Pacifique.

Quels changements profonds s'annoncent et que doit faire l'Europe ?

Le temps joue contre l'Europe. La NSS 2025 indique clairement que la protection américaine a une date de péremption en l'absence de réciprocité. Les changements nécessaires sont profonds et douloureux :

- **Rétablissement du Service Militaire** : Il est inévitable de rouvrir le débat sur des modèles de service militaire ou civique-militaire (type nordique) pour générer des réserves opérationnelles et une conscience sociale face à la possibilité d'une guerre.

- **Économie de Guerre** : Augmentation drastique des dépenses de défense, non pour payer des salaires, mais pour renforcer une industrie de défense autonome capable de produire des munitions à échelle massive.

- **Dissuasion Propre** : Développement de capacités stratégiques européennes, incluant des missiles de croisière et balistiques propres, et des systèmes antimissiles multicouches (capables d'intercepter des menaces hypersoniques) pour ne pas dépendre du parapluie nucléaire américain.

- **Contre-Guerre Hybride** : Renforcer agressivement les services de renseignement et de contre-espionnage pour neutraliser le sabotage et la désinformation russes et chinois. L'Europe doit apprendre à « mordre » dans le cyberspace, et pas seulement à se défendre.

Conclusions

La nouvelle Stratégie de sécurité nationale des États-Unis certifie le retour plein et entier de la politique de puissance sans complexe. Elle consacre la primauté de l'intérêt national sur les valeurs universelles et redessine la carte du monde en zones d'influence et de concurrence féroce.

Pour l'Europe, le message est inconfortable mais inéluctable : l'ère de l'adolescence géopolitique est terminée. Soit l'Europe assume sa responsabilité historique dans la défense de son propre modèle de liberté et de prospérité, avec des capacités militaires et technologiques tangibles, soit elle se résigne à être le plateau de jeu — et le menu — à la table où dînent les géants. La neutralité et le pacifisme rhétorique ne sont plus des options ; ce sont, tout simplement, des formes lentes de suicide stratégique. ●



REGARD D'EXPERTE

Quand une Première Dame s'attaque aux féministes : les réseaux sociaux s'enflamment

Par Marguerite Metral



Diplômée d'un bachelor en commerce international et d'un Master 1 en géopolitique, elle intégrera en septembre 2026 un MBA en stratégie et intelligence économique à l'Ecole de Guerre

Economique. Après une première expérience en communication pour une ONG, au cours de laquelle elle a perfectionné sa compréhension des enjeux liés à la communication digitale, elle mobilise aujourd'hui ses compétences dans une perspective d'analyse et de veille stratégique chez Antidox en tant que stagiaire consultante veille. Elle s'oriente vers les métiers de la veille et de l'intelligence stratégique, avec un intérêt particulier pour les enjeux géopolitiques du numérique..

C'est une séquence brève, filmée à la dérobée, qui s'est transformée en quelques heures en un véritable phénomène viral. Les faits remontent à la sortie d'une représentation de l'humoriste Ary Abittan, visé par des accusations de violences sexuelles. La tenue de son spectacle avait suscité la mobilisation d'un collectif féministe venu manifester devant la salle afin de dénoncer la mise en avant d'un artiste mis en cause. Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, filmée à son insu à la sortie du spectacle, Brigitte Macron est aperçue défendant l'humoriste. Face aux manifestantes, elle est enregistrée prononçant les mots « sales connes » à leur encontre. La diffusion de cet extrait agit immédiatement comme un détonateur. En quelques heures, la vidéo est massivement partagée et commentée. Les réactions affluent bien au-delà des personnes présentes sur place. L'indignation s'exprime à travers des milliers de messages. La mobilisation de personnalités médiatiques, notamment l'actrice Marion Cotillard, contribue à amplifier encore la portée de la séquence et à la faire entrer dans l'agenda médiatique national.

L'embrasement numérique : analyse d'une viralité

Dès la mise en ligne de la vidéo, les réactions sur les plateformes sociales ont connu une croissance exponentielle, avec un pic atteignant près de

17 000 mentions en moins de 48 heures après la publication de l'extrait par Public.



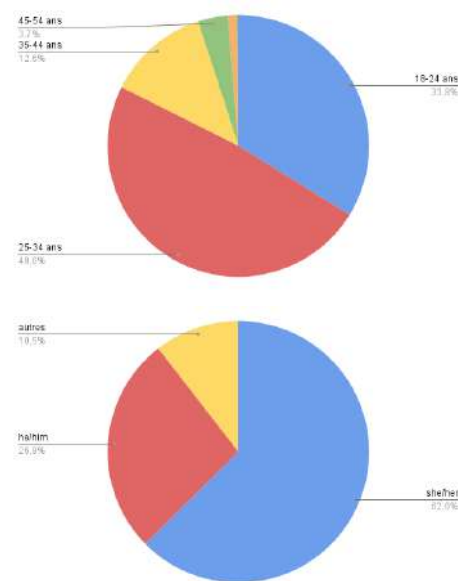
Très rapidement, les propos de l'épouse du chef de l'État ont été interprétés par de nombreux internautes non comme une simple altercation isolée, mais comme une attaque symbolique visant l'ensemble des femmes engagées dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

L'analyse des réactions met en évidence un contraste marqué entre certains traitements médiatiques traditionnels et la tonalité dominante sur les réseaux sociaux. Une partie de la presse a tenté de contextualiser, voire de relativiser les propos de la Première Dame, évoquant un possible acharnement médiatique. À l'inverse, sur les réseaux sociaux, les données révèlent une prédominance écrasante de sentiments négatifs. La critique porte principalement sur trois points : la violence du terme employé, l'incohérence perçue avec les discours officiels sur l'égalité femmes-hommes, et la position de pouvoir symbolique occupée par une Première Dame s'en prenant à des militantes féministes.

De l'incident isolé au mouvement de solidarité : le pouvoir des mots

La polémique a rapidement dépassé le cadre de l'altercation initiale. Sa viralité a été amplifiée par la prise de parole de personnalités publiques disposant de larges communautés. Des figures médiatiques, comme l'actrice Marion Cotillard, se sont exprimées sur leurs réseaux sociaux, contribuant à donner à l'affaire une portée nationale, voire internationale. Surtout, un phénomène de réappropriation du stigmatisé a émergé. En réponse à l'insulte, les hashtags #JeSuisUneSaleConne, #sallesconnes ainsi que la tendance « sale conne et frère de l'être »

ont rapidement circulé. Cette mobilisation est portée majoritairement par des femmes, en particulier dans la tranche d'âge des 25-34 ans.

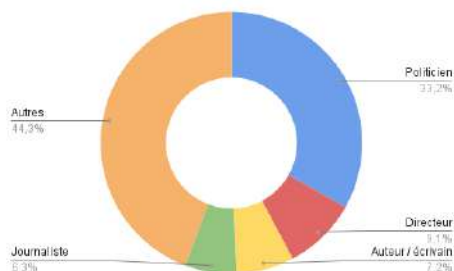


Ce mécanisme peut être analysé à la lumière du concept de « resignification » développé par la philosophe Judith Butler dans *Le pouvoir des mots*. Il désigne le processus par lequel un groupe social visé par une injure se saisit du terme offensant pour en neutraliser la violence symbolique et le transformer en outil d'affirmation collective. À l'instar du mouvement « Nasty Woman » né aux États-Unis après une insulte de Donald Trump envers Hillary Clinton, l'expression « sale conne » a cessé d'être une invective pour devenir, sur les réseaux sociaux, un marqueur de solidarité féminine. En sociologie politique, ce retournement transforme une position de victime en celle d'acteur engagé, capable de produire un discours collectif. Le mouvement a ainsi dépassé le simple soutien aux manifestantes présentes ce soir-là pour devenir un vecteur de solidarité plus large envers les victimes de violences sexuelles.

Une inévitable politisation de l'affaire

Face à l'ampleur de la mobilisation sur les réseaux sociaux, la sphère politique s'est rapidement saisie de l'affaire. Les données de circulation des prises de parole sur les réseaux sociaux montrent une implication notable d'acteurs politiques dans le volume global des discussions.

La presse nationale (*Le Monde*, *Libération*, *L'Humanité*) et internationale (*The Guardian*, *El País*) décrit une indignation cristallisée à



gauche, au sein des mouvements féministes et du secteur culturel, où l'épisode est interprété comme le symbole d'une « déconnexion élitiste » voire de « l'antiféminisme de la macronie ». À l'inverse, quelques voix minoritaires prennent la défense de Brigitte Macron, invoquant le caractère privé de la conversation, critiquant les méthodes jugées « radicales » des manifestantes ou rappelant les attaques passées dont elle a été la cible, notamment les rumeurs conspirationnistes. Ces prises de position demeurent toutefois marginales et largement éclipsées par la vague d'indignation dominante.

Parmi les réactions les plus virales figure celle de Marine Tondelier, secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts. Sur Instagram, ses deux publications consacrées au sujet ont cumulé plus de 75 000 engagements. Elle y déclare :

« Sale conne et fière de l'être. »

Ce qui n'était au départ qu'une phrase lancée à la sortie d'un théâtre est ainsi devenu un symbole politique. Un mot, une vidéo, et un emballage révélateur du pouvoir des réseaux sociaux.●

Sources:

Le Monde, "Après les propos de Brigitte Macron, qui a qualifié des militantes féministes de « sales connes », l'indignation reste très forte", 10 décembre 2025. Disponible sur : <https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/12/10/>

[la-polemique-suscitee-par-les-propos-de-brigitte-macron-prend-de-l-ampleur_6656769_3224.html](https://www.rts.ch/info/monde/2025/article/brigitte-macron-traite-des-feministes-de-sales-connes-tolle-sur-les-reseaux-29087499.html)

RTS, "Après les propos polémiques de Brigitte Macron, le mouvement « sale conne » prend de l'ampleur", 10 décembre 2025. Disponible sur : <https://www.rts.ch/info/monde/2025/article/brigitte-macron-traite-des-feministes-de-sales-connes-tolle-sur-les-reseaux-29087499.html>

Libération, "Insulte « Déplacé et grossier » : le « sales connes » de Brigitte Macron à l'encontre de militantes féministes provoque un tollé", 9 décembre 2025. Disponible sur : https://www.liberation.fr/politique/deplace-et-grossier-le-sales-connes-de-brigitte-macron-a-lencontre-de-militantes-feministes-provoque-un-tolle-20251209_YACUM44CMNHLRISODPNX2B4AWM/

L'Humanité, "Brigitte et les « sales connes », le révélateur de l'antiféminisme de la Macronie", 11 décembre 2025. Disponible sur : <https://www.humanite.fr/feminisme/noustoutes/brigitte-et-les-sales-connes-reveleateur-de-l-antifeminisme-de-la-macronie>

El País, "Brigitte Macron desata la polémica en Francia al calificar de «gilipollas de mierda» a un grupo de feministas", 9 décembre 2025. Disponible sur : <https://elpais.com/internacional/2025-12-09/brigitte-macron-desata-la-polemica-en-francia-al-calificar-de-gilipollas-de-mierda-a-un-grupo-de-feministas.html>

The Guardian, "Brigitte Macron criticised after using sexist slur against feminist protesters", 9 décembre 2025. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2025/dec/09/brigitte-macron-filmed-slur-feminist-protesters-paris>

Judith Butler, *Le pouvoir des mots* (Excitable Speech: A Politics of the performative), 2005.

Publication Instagram de Marine Tondelier disponible sur : https://www.instagram.com/p/DSDQ_k0C-CoF/?igsh=MTd1NzdmNGxmYXxNA%3D%3D

Publication Instagram de Marion Cotillard disponible sur : <https://www.instagram.com/p/DSDE4NDgiXg/?igsh=d-nhzczl2ZWWhY3hi>

Les équipes de NSI vous souhaitent de belles fêtes de fin d'année !

Nous vous retrouvons pour un prochain numéro de la Newsletter le 8 janvier. ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslrvivington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.